

25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen»;

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, *b*), *bbis*), *c*) et *cbis*), le montant « 140,00 EUR » est remplacé par le montant « 143,00 EUR »;

2° le § 2, alinéa 1^{er} et 2, est complété par les phrases suivantes : « Pour 2007 ce montant s'élève à 1707,00 EUR. A partir de 2008, ce montant s'élève à 1716,00 EUR par année calendrier. »;

Art. 2. Dans l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, modifié par les arrêtés royaux des 7 avril 2000, 26 juin 2000, 13 janvier 2003, 16 juillet 2004, 1^{er} février 2005, 10 août 2005, 10 octobre 2005 et 1^{er} septembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'article 1^{er}, § 2, 1°, *a*) et *abis*), le montant « 1095,92 EUR » est remplacé chaque fois par les mots « le revenu minimum mensuel moyen »;

2° dans l'article 1^{er}, § 2, 1°, le point *ater*) est inséré, comme suit :

« On entend par revenu minimum mensuel moyen, le revenu minimum mensuel moyen visé par l'article 3, alinéa 1^{er}, du Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen. »

2° dans l'article 1^{er}, § 2, 1°, *c*) et *cbis*), les chiffres « 140,00 » et « 151,20 » sont remplacés chaque fois par les chiffres « 143,00 » et « 154,44 »;

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2007.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen»;

1° in § 1, tweede lid, *b*), *bbis*), *c*) en *cbis*), wordt het bedrag « 140,00 EUR » vervangen door het bedrag « 143,00 EUR »;

2° § 2, eerste en tweede lid worden aangevuld met de volgende zinnen : « Voor 2007 belooft dit bedrag 1707,00 EUR. Vanaf 2008 belooft dit bedrag 1716,00 EUR per kalenderjaar. »;

Art. 2. In het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 2000, 26 juni 2000, 13 januari 2003, 16 juli 2004, 1 februari 2005, 10 augustus 2005, 10 oktober 2005 en 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, § 2, 1°, *a*) en *abis*), wordt het bedrag « 1095,92 EUR » telkens vervangen door de woorden « het gemiddeld minimum maandinkomen »;

2° in artikel 1, § 2, 1° wordt een punt *atris*) ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder gemiddeld minimum maandinkomen wordt verstaan het gemiddeld minimum maandinkomen zoals bepaald in artikel 3, eerste lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen. »

2° in artikel 1, § 2, 1°, *c*) en *cbis*), worden de getallen « 140,00 » en « 151,20 » telkens vervangen door de getallen « 143,00 » en « 154,44 »;

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2007.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 1715

[C — 2007/22600]

21 AVRIL 2007. — Arrêté royal modifiant les articles 8*bis* et 31*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1^{er}, 2;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 23, modifié par la loi du 24 décembre 2002 et par l'arrêté royal du 8 août 1997;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 1715

[C — 2007/22600]

21 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikelen 8*bis* en 31*bis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1, 2°;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 23, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 8bis, inséré par l'arrêté royal du 21 juin 1994, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et modifié par les lois du 12 août 2000 et du 24 février 2003 et les arrêtés royaux des 22 décembre 2004 et 14 octobre 2005, l'article 31bis, inséré par l'arrêté royal du 21 juin 1994 et remplacé par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, et l'article 32, modifié par les arrêtés royaux du 27 octobre 1994 et du 11 décembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2006;

Vu l'avis du Conseil national du travail, donné le 30 janvier 2007;

Vu l'avis 42.332/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par l'arrêté royal du 21 juin 1994, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et modifié par les lois du 12 août 2000 et du 24 février 2003 et les arrêtés royaux des 22 décembre 2004 et 14 octobre 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8bis. § 1^{er}. L'application de la loi est limitée au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, au régime du chômage, au régime de pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés et au régime des allocations familiales pour travailleurs salariés en ce qui concerne les travailleurs occasionnels occupés chez un employeur ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles ou à la Commission paritaire de l'agriculture.

Au sens du présent article, est considéré comme travailleur occasionnel :

1^o en ce qui concerne les travailleurs manuels ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, à l'exception des travailleurs manuels occupés au travail de la culture du chicon : le travailleur manuel occupé durant un maximum de 65 jours par année civile à moins que l'emploi ne consiste en la plantation et l'entretien de parcs et jardins;

2^o en ce qui concerne les travailleurs manuels ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture : le travailleur manuel occupé aux travaux sur les terrains propres de l'employeur ou de l'utilisateur de services, durant un maximum de 30 jours par année civile;

3^o en ce qui concerne les travailleurs relevant de la Commission paritaire pour le travail intérimaire : le travailleur manuel qui est occupé auprès d'un utilisateur qui relève de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles à l'exception de la plantation et de l'entretien des parcs et jardins durant un maximum de 65 jours par année civile ainsi que le travailleur manuel qui est occupé aux travaux sur les terrains propres de l'utilisateur qui relève de la commission paritaire de l'agriculture, durant un maximum de 30 jours par année civile;

4^o en ce qui concerne les travailleurs manuels occupés dans le travail de la culture du chicon : le travailleur manuel occupé durant un maximum de 100 jours par année civile, à l'exclusion des travailleurs relevant de la Commission paritaire pour le travail intérimaire en ce qui concerne les 35 derniers jours des 100 jours.

§ 2. La limitation à l'assujettissement visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est limitée à maximum 65 jours par travailleur manuel et par année civile.

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 8bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1994, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000 en 24 februari 2003 en de koninklijke besluiten van 22 december 2004 en 14 oktober 2005, artikel 31bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1994 en vervangen bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, en artikel 32, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 oktober 1994 en 11 december 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 december 2006;

Gelet het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 30 januari 2007;

Gelet op het advies 42.332/1 van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1994, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000 en 24 februari 2003 en de koninklijke besluiten van 22 december 2004 en 14 oktober 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8bis. § 1. De toepassing van de wet wordt beperkt tot de regeling voor de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, tot de regeling van de werkloosheid, tot de regeling voor rust- en overlevingspensioenen voor werknemers en tot de kinderbijslageregeling voor werknemers, wat betreft de gelegenheidsarbeiders tewerkgesteld bij een werkgever die ressorteert onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf of het Paritair Comité voor de landbouw.

In de zin van dit artikel wordt als gelegenheidsarbeider beschouwd :

1^o wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf ressorteren, met uitzondering van de handarbeiders die tewerkgesteld zijn aan werken in de witloofteelt : de handarbeider tewerkgesteld gedurende maximaal 65 dagen per kalenderjaar, tenzij de tewerkstelling bestaat uit het aanplanten en onderhouden van parken en tuinen;

2^o wat de handarbeiders betreft die ressorteren onder het Paritair Comité voor de landbouw ressorteren : de handarbeider tewerkgesteld aan werken op de eigen gronden van de werkgever of de gebruiker van diensten, gedurende maximaal 30 dagen per kalenderjaar;

3^o wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid ressorteren : de handarbeider tewerkgesteld gedurende maximaal 65 dagen per kalenderjaar bij een gebruiker die onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, met uitsluiting van het aanplanten en onderhouden van parken en tuinen ressorteert en de handarbeider tewerkgesteld aan werken op de eigen gronden van de gebruiker die onder het Paritair Comité voor de landbouw ressorteert, gedurende maximaal 30 dagen per kalenderjaar;

4^o wat de handarbeiders betreft die tewerkgesteld zijn aan werken in de witloofteelt : de handarbeider tewerkgesteld gedurende maximaal 100 dagen per kalenderjaar, met uitzondering van de werknemers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid, wat de 35 laatste dagen van de 100 dagen betreft.

§ 2. De beperking van de onderwerping bedoeld in § 1, eerste lid, wordt beperkt tot maximaal 65 dagen per handarbeider en per kalenderjaar.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en ce qui concerne les travailleurs manuels occupés dans le travail de la culture du chicon, la limitation à l'assujettissement visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être prolongée de 35 jours supplémentaires par travailleur manuel non intérimaire et par année civile, pour autant que les conditions suivantes soient réunies :

a) l'employeur concerné doit voir au moins les $\frac{3}{4}$ du chiffre d'affaires de l'année civile précédente constitués par la culture du chicon; cette preuve sera fournie de la manière indiquée ci-après :

— au plus tard le quatorzième jour qui suit la date fixée par l'Institut national de Statistique pour l'envoi des questionnaires remplis dans le cadre du recensement agricole visé par l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique, l'employeur envoie une copie du questionnaire rempli au président de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles;

— au plus tard, le quatorzième jour qui suit la réception de l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'exercice fiscal en cours (revenus de l'année précédente), l'employeur envoie copie de cette avertissement-extrait de rôle au président de la Commission paritaire précitée, étant entendu que si l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'exercice fiscal 2008 (revenus 2007) est envoyé après 2008, l'obligation de communication de la copie de cet avertissement-extrait de rôle demeure dans le chef de l'employeur;

b) en attendant de fournir cette double preuve, l'employeur concerné adresse au service d'identification de l'Office national de Sécurité sociale une déclaration sur l'honneur attestant que la condition sous a) est satisfaite, et joint en annexes les documents suivants :

— copie du questionnaire rempli dans le cadre du recensement agricole de l'année précédente;

— copie du dernier avertissement-extrait de rôle reçu;

La copie de cette déclaration sur l'honneur et de ses annexes est envoyée au président de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.

c) l'employeur concerné ne peut utiliser ce quota supplémentaire de 35 jours que pour la culture du chicon, même si cet employeur a d'autres activités;

d) l'employeur concerné ne peut pas se trouver dans une des situations visées à l'article 38, § 3^{octies}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Dans ce dernier cas, l'assujettissement limité visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est plus d'application.

§ 3. En cas de travaux effectués tant auprès d'employeurs ou d'utilisateurs relevant de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles que de la Commission paritaire de l'agriculture, l'application du présent article est limitée à 65 jours par travailleur et par année civile. Si le travailleur occasionnel visé au § 1^{er}, alinéa 2, exerce aussi une activité occasionnelle au sens de l'article 8^{quater} du présent arrêté, le cumul des différentes activités occasionnelles est limité à 65 jours par année civile.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le cumul des différentes activités occasionnelles est porté à 100 jours par année civile, lorsque les activités occasionnelles à partir du 66^e jour sont exercées exclusivement dans la culture du chicon.

§ 4. L'employeur effectue une déclaration immédiate de l'emploi conformément à l'article 5^{bis} ou 6 de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

N'est pour un trimestre pas considéré comme travailleur occasionnel au sens du présent article, le travailleur qui, dans le courant du trimestre et des deux trimestres précédant celui-ci, a travaillé dans le secteur agricole ou horticole en étant soumis à l'application de la loi dans une qualité autre que celle de travailleur occasionnel telle que décrite ici.

Lorsqu'il a été omis d'inscrire les travailleurs occasionnels dans les documents sociaux imposés en la matière ou lorsqu'il a été omis de respecter les modalités de tenue du « formulaire occasionnel » visé à l'article 31^{bis}, § 3, les travailleurs concernés ne peuvent pas être déclarés à l'Office national de Sécurité sociale en qualité de travailleur occasionnel pendant toute l'année civile pour laquelle ceci a été omis.

In afwijking van het vorige lid kan, wat de handarbeiders betreft die tewerkgesteld zijn aan werken in de witloofteelt, de beperking van de onderwerping bedoeld in § 1, eerste lid, verlengd worden met 35 extra dagen per handarbeider die geen uitzendarbeider is en per kalenderjaar, voorzover gelijktijdig aan de volgende voorwaarden is voldaan :

a) de betrokken werkgever moet ten minste $\frac{3}{4}$ van de omzet van het voorgaande kalenderjaar gerealiseerd hebben met de witloofteelt; dit moet op de volgende manier bewezen worden :

— ten laatste op de veertiende dag die volgt op de door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bepaalde datum voor het versturen van de vragenlijsten ingevuld in het kader van de landbouwtelling bedoeld bij het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, stuurt de werkgever een kopie van de ingevulde vragenlijst naar de voorzitter van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf;

— ten laatste op de veertiende dag die volgt op de ontvangst van het aanslagbiljet voor het lopende aanslagjaar (inkomsten van het vorige jaar), stuurt de werkgever een kopie van dit aanslagbiljet naar de voorzitter van het voornoemde Paritair Comité, met dien verstande dat wanneer het aanslagbiljet voor het aanslagjaar 2008 (inkomsten 2007) wordt opgestuurd na 2008, de mededelingsplicht van de kopie van dit aanslagbiljet blijft bestaan in hoofde van de werkgever;

b) in afwachting dat dit dubbele bewijs geleverd wordt, stuurt de betrokken werkgever naar de identificatiedienst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid een verklaring op eer die bevestigt dat er aan de voorwaarde onder a) voldaan is, met in bijlage de volgende documenten :

— een kopie van de vragenlijst ingevuld in het kader van de landbouwtelling van het vorige jaar;

— een kopie van het laatste ontvangen aanslagbiljet;

Een kopie van deze verklaring op eer en de bijlagen wordt naar de voorzitter van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf gestuurd.

c) de betrokken werkgever kan deze 35 extra dagen enkel gebruiken voor de witloofteelt, zelfs indien deze werkgever andere activiteiten heeft;

d) de betrokken werkgever mag zich niet in één van de situaties bevinden bedoeld in artikel 38, § 3^{octies}, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. In dit laatste geval is de beperking van de onderwerping bedoeld in § 1, eerste lid, niet meer van toepassing.

§ 3. In geval van werkzaamheden uitgevoerd bij werkgevers of gebruikers die zowel onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf als onder het Paritair Comité voor de landbouw ressorteren, is de toepassing van dit artikel beperkt tot 65 dagen per arbeider en per kalenderjaar. Wanneer de gelegenheidsarbeider bedoeld in § 1, tweede lid, eveneens een gelegenheidsactiviteit uitoefent in de zin van artikel 8^{quater} van dit besluit, is de cumulatieve van de verschillende gelegenheidsactiviteiten beperkt tot 65 dagen per kalenderjaar.

In afwijking van het vorige lid, wordt de cumulatieve van de verschillende gelegenheidsactiviteiten gebracht op 100 dagen per kalenderjaar wanneer de gelegenheidsactiviteiten vanaf de 66e dag uitsluitend uitgeoefend worden in de witloofteelt.

§ 4. De werkgever doet een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling overeenkomstig artikel 5^{bis} of 6 van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Wordt voor een kwartaal niet als gelegenheidsarbeider in de zin van dit artikel beschouwd, de werknemer die in de loop van het kwartaal en de twee voorafgaande kwartalen in de land- of tuinbouwsector heeft gewerkt met toepassing van de wet in een andere hoedanigheid dan die van gelegenheidsarbeider zoals hier omschreven.

Wanneer nagelaten is de gelegenheidsarbeiders in te schrijven in de ter zake opgelegde sociale documenten, of wanneer nagelaten is de modaliteiten van het bijhouden van het in artikel 31^{bis}, § 3 bedoelde gelegenheidsformulier na te leven, kunnen de betrokken werknemers voor het hele kalenderjaar waarin dit werd nagelaten, niet in de hoedanigheid van gelegenheidsarbeiders bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden aangegeven.

Par dérogation à l'article 42, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les employeurs qui à cause du non-respect pour un ou plusieurs travailleurs pendant la période du 1^{er} juillet 1994 au 31 décembre 1995 des conditions visées à l'alinéa 6, tel qu'il était libellé avant la modification prévue par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, ou qui pour non-respect pour un ou plusieurs travailleurs pour la période du 1^{er} janvier 1996 au 31 août 1997 des conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, tel qu'il était libellé avant la modification prévue par l'arrêté royal du 18 juillet 1997, n'ont pas pu déclarer leurs travailleurs occasionnels en cette qualité auprès de l'Office national de sécurité sociale, ont droit, pour les travailleurs pour lesquels les conditions susvisées ont été respectées, à récupérer la différence entre les cotisations effectivement payées et les cotisations qui auraient été dues pour des travailleurs occasionnels, qui sont calculées sur la base du salaire forfaitaire visé à l'article 31bis. Pour le calcul du montant à rembourser il n'est cependant pas tenu compte des cotisations relatives aux vacances annuelles.

Art. 2. Dans l'article 31bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 juin 1994 et remplacé par l'arrêté royal du 14 octobre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Les cotisations dues pour les travailleurs occasionnels visés à l'article 8bis sont calculées sur une rémunération journalière forfaitaire, comme indiqué ci-après :

1° en ce qui concerne les travailleurs manuels ressortissant à la Commission paritaire de l'agriculture, la rémunération journalière forfaitaire est de 14,20 EUR;

2° en ce qui concerne les travailleurs manuels ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, la rémunération journalière forfaitaire est de 13,86 EUR;

Par dérogation à l'alinéa précédent, en ce qui concerne les travailleurs manuels qui travaillent dans la culture du chicon, les cotisations dues sont calculés sur une rémunération journalière forfaitaire respectivement de 13,86 EUR pour les 65 premiers jours d'occupation et de 17,33 EUR pour les 35 jours supplémentaires visés à l'article 8bis, § 2, alinéa 2.

Chaque année, à la date du 1^{er} janvier, cette rémunération journalière forfaitaire est indexée comme indiqué à l'article 32 et est également actualisée en fonction de l'évolution des salaires comme déterminé à l'article 32bis. »;

2° Le § 5 est complété comme suit :

« , sauf en ce qui concerne l'employeur qui occupe des travailleurs relevant de la Commission paritaire pour le travail intérimaire en ce qui concerne les 35 derniers des 100 jours, visés à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o. »

Art. 3. L'article 32 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 27 octobre 1994 et du 11 décembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. § 1^{er}. Les rémunérations forfaitaires journalières visées à l'article 26, § 1^{er}, sont liées aux fluctuations de l'indice des prix visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Cette liaison se fera conformément à ce qui est prévu à l'article 16 de la loi, en ce sens que pour l'application de cet article 16, on entend par indice des prix à la consommation, l'indice des prix tel que décrit ci-dessus.

Les fractions d'euro sont arrondies au cent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à cinq et au cent inférieur lorsque la troisième décimale est inférieure à cinq.

§ 2. Au 1^{er} janvier de chaque année, la rémunération forfaitaire journalière visée à l'article 31bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° est indexée conformément aux dispositions de la convention collective de travail du 29 juillet 2005 relative à la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 2 mai 2006.

§ 3. Au 1^{er} janvier de chaque année, les rémunérations forfaitaires journalières visées à l'article 31bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et alinéa 2, sont indexées conformément aux dispositions de la convention collective de travail du 8 février 2006 relative à la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006. »

In afwijking van artikel 42, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, hebben de werkgevers die, omwille van niet-naleving voor één of meer werknemers gedurende de periode van 1 juli 1994 tot 31 december 1995 van de voorwaarden bedoeld in het zesde lid zoals dit luidde voor de wijziging vastgesteld door het koninklijk besluit van 22 december 1995, of wegens niet-naleving voor één of meer werknemers van de voorwaarden bepaald in het eerste lid voor de periode van 1 januari 1996 tot 31 augustus 1997 zoals dit luidde voor de wijziging vastgesteld door het koninklijk besluit van 18 juli 1997, hun gelegenheidsarbeiders in deze hoedanigheid niet bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid hebben kunnen aangeven, voor de werknemers voor wie de voormelde voorwaarden werden nageleefd het recht om het verschil te recupereren tussen de werkelijk betaalde bijdragen en de bijdragen die verschuldigd zouden zijn geweest voor de gelegenheidsarbeiders, die worden berekend op basis van het forfaitair loon bedoeld in artikel 31bis. Voor de berekening van het terug te betalen bedrag wordt evenwel geen rekening gehouden met de bijdragen inzake de jaarlijkse vakantieregeling.

Art. 2. In artikel 31bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 juni 1994 en vervangen bij het koninklijk besluit van 14 oktober 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De bijdragen verschuldigd voor de gelegenheidsarbeiders bedoeld in artikel 8bis worden berekend op een forfaitair dagloon, zoals hierna bepaald :

1° wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor de landbouw ressorteren, bedraagt het forfaitair dagloon 14,20 EUR;

2° wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf ressorteren, bedraagt het forfaitair dagloon 13,86 EUR;

In afwijking van het vorige lid worden, voor handarbeiders die werken in de witloofteelt, de verschuldigde bijdragen berekend op een forfaitair dagloon dat respectievelijk 13,86 EUR bedraagt voor de eerste 65 dagen van tewerkstelling en 17,33 EUR voor de 35 extra dagen bedoeld in artikel 8bis, § 2, tweede lid.

Ieder jaar wordt dit forfaitair dagloon op 1 januari geïndexeerd zoals bepaald in artikel 32 en wordt het ook geactualiseerd in het licht van de ontwikkeling van de lonen zoals bepaald in artikel 32bis. »;

2° § 5 wordt aangevuld als volgt :

« , behalve wat de werkgever betreft die werknemers tewerkstelt die onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid ressorteren wat de 35 laatste dagen betreft van de 100 dagen bedoeld in artikel 8bis, § 1, tweede lid, 4^o. »

Art. 3. Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 oktober 1994 en 11 december 2001, wordt door volgende bepaling vervangen :

« Art. 32. § 1. De forfaitaire daglonen bedoeld in de artikelen 25, tweede lid en 26, § 1, worden gekoppeld aan de schommelingen van het prijsindexcijfer bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Deze koppeling zal gebeuren overeenkomstig het bepaalde in artikel 16 van de wet met dien verstande dat voor de toepassing van dit artikel 16, door indexcijfer der consumptieprijzen moet verstaan worden, het prijsindexcijfer zoals hiervoor omschreven.

De europedeelten worden afgerond naar de hogere cent wanneer de derde decimaal gelijk is aan of hoger is dan vijf en naar de lagere cent wanneer de derde decimaal lager is dan vijf.

§ 2. Op 1 januari van ieder jaar wordt het forfaitair dagloon bedoeld in artikel 31bis, § 1, eerste lid, 1° geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juli 2005 betreffende koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 2 mei 2006.

§ 3. Op 1 januari van ieder jaar worden de forfaitaire daglonen bedoeld in artikel 31bis, § 1, eerste lid, 2° en artikel 31bis, § 1, tweede lid, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 februari 2006 betreffende koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 1 september 2006. »

Art. 4. Dans le même arrêté, est inséré un article 32*bis* rédigé comme suit :

« Art. 32*bis*. Au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, le Président de la Commission paritaire relative aux entreprises horticoles et celui de la Commission paritaire de l'Agriculture communiquent au Service public fédéral Sécurité sociale, à l'Office national de Sécurité sociale et au Ministre des Affaires sociales :

— d'une part le salaire horaire applicable au 1^{er} décembre de l'année civile précédente;

— et, d'autre part, le salaire horaire applicable au 1^{er} décembre de l'année au cours de laquelle l'information est transmise.

Si une convention collective de travail sectorielle prévoit une augmentation des salaires conventionnels des travailleurs occasionnels au 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle l'information est fournie, cet élément doit être repris dans la communication du Président de la Commission paritaire concernée.

Sur base de ces informations, le Service public fédéral et l'Office précités proposent conjointement au Ministre des Affaires sociales le montant du salaire journalier forfaitaire applicable au 1^{er} janvier de l'année civile suivante.

Le Ministre des Affaires sociales dispose d'un délai de 5 jours de travail pour formuler des observations. A défaut de réaction du Ministre, le montant proposé par le Service public fédéral et l'Office précités est considéré comme approuvé et communiqué aux employeurs par le biais du site web de l'Office précité, ainsi qu'au Président de la Commission paritaire concernée.

Lorsque le Ministre des Affaires Sociales formule des observations dans le délai fixé par l'alinéa 8 du présent paragraphe, il soumet au Conseil national du Travail une proposition de fixation de salaires journaliers forfaitaires. Le Conseil national du Travail émet son avis dans les 14 jours à dater de la réception de la demande d'avis; à défaut d'avis émis dans le délai fixé, celui-ci est réputé positif. Après réception de l'avis du Conseil national du Travail ou expiration du délai dans lequel le Conseil devait émettre son avis, le Ministre détermine les salaires journaliers forfaitaires applicables et ceux-ci sont communiqués aux employeurs par le biais du site web de l'Office précité, ainsi qu'au Président de la Commission paritaire concernée. »

Art. 5. § 1^{er}. Le présent arrêté royal fera l'objet, dans le courant du mois d'avril 2008, d'une évaluation par la Commission paritaire pour les entreprises horticoles d'une part pour mesurer les effets des mesures adoptées et, d'autre part, pour mesurer l'impact de ces mesures sur le statut social des travailleurs concernés.

§ 2.- Le présent arrêté fera également l'objet, dans le courant du mois d'avril 2008, d'une évaluation par les services d'inspection de l'O.N.S.S., du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et du SPF Sécurité sociale afin de déterminer si des moyens de contrôle suffisants ont pu être mis en place afin de garantir le respect de ses conditions d'application.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

L'article 8*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, § 2, alinéa 2 et § 3, alinéa 2 tel que remplacé par l'article 1^{er} du présent arrêté cessera d'être en vigueur le 30 juin 2008.

L'article 2, 2^o cessera d'être en vigueur le 30 juin 2007.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VAN VELTHOVEN

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 32*bis* ingevoegd luidende :

« Art. 32*bis*. Ten laatste op 1 december van ieder jaar delen de Voorzitter van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf en de Voorzitter van het Paritair Comité voor de landbouw aan de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en aan de Minister van Sociale Zaken het volgende mee :

— enerzijds het uurloon van toepassing op 1 december van het vorige kalenderjaar;

— en, anderzijds, het uurloon van toepassing op 1 december van het jaar in de loop waarvan de informatie wordt meegedeeld.

Wanneer een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst voorziet in een verhoging van de conventionele lonen van de gelegheidsarbeiders op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan de informatie wordt meegedeeld, moet dit element vermeld worden in de mededeling van de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité.

Op basis van deze informatie stellen de voornoemde Federale Overheidsdienst en de voornoemde Rijksdienst gezamenlijk aan de Minister van Sociale Zaken het bedrag voor van het forfaitair dagloon dat van toepassing is op 1 januari van het volgende kalenderjaar.

De Minister van Sociale Zaken beschikt over een termijn van 5 werkdagen om opmerkingen te formuleren. Bij ontstentenis van een reactie van de Minister, wordt het door de voornoemde Federale Overheidsdienst en de voornoemde Rijksdienst voorgestelde bedrag beschouwd als goedgekeurd en wordt het aan de werkgevers meegedeeld via de website van de voornoemde Rijksdienst, evenals aan de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité.

Indien de Minister van Sociale Zaken opmerkingen formuleert binnen de termijn bepaald in het achtste lid van deze paragraaf legt hij aan de Nationale Arbeidsraad een voorstel voor met betrekking tot het bepalen van de forfaitaire daglonen. De Nationale Arbeidsraad brengt zijn advies uit binnen de 14 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de adviesaanvraag; indien het advies binnen de gestelde termijn niet uitgebracht is, wordt het geacht gunstig te zijn. Na ontvangst van het advies van de Nationale Arbeidsraad of na het verstrijken van de termijn binnen dewelke de Raad zijn advies moet uitbrengen, bepaalt de Minister de forfaitaire daglonen en deze worden meegedeeld via de website van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, evenals aan de Voorzitter van het betrokken Paritair Comité. »

Art. 5. § 1. Dit koninklijk besluit zal in de loop van de maand april 2008 het voorwerp van een evaluatie uitmaken door het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, enerzijds om de effecten van de goedgekeurde maatregelen te meten en anderzijds om de impact van deze maatregelen op het sociaal statuut van de betrokken werknemers te meten.

§ 2.- Dit besluit zal eveneens in de loop van de maand april 2008 het voorwerp uitmaken van een evaluatie door de inspectiediensten van de R.S.Z., de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de FOD Sociale Zekerheid om na te gaan of er voldoende controlemiddelen konden worden ingevoerd om de naleving van de toepassingsvoorwaarden te waarborgen.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Artikel 8*bis*, § 1, tweede lid, 4^o, § 2, tweede lid en § 3, tweede lid, zoals vervangen door artikel 1 van dit besluit treedt buiten werking op 30 juni 2008.

Artikel 2,2^o treedt buiten werking op 30 juni 2007.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder met wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VAN VELTHOVEN